

Migrants : 12.000 débarquements en 48 h et les opposants durement réprimés en Italie

Article rédigé par Audrey D'Aguanno, le 04 juillet 2017

12.000 débarquements de migrants en 48 heures dans les ports de Sicile et de Calabre, voilà le rythme vertigineux de l'invasion à laquelle doit faire face l'Italie. Plusieurs dirigeants politiques de premier plan ont dénoncé le caractère insoutenable de la situation. Le 13 juin, le jeune maire Cinq étoiles de Rome Virginia Raggi, qui considère pourtant les immigrés comme une « *ressource* » (variante italienne d'une « chance pour la France »), écrivait une lettre au préfet de la capitale demandant un moratoire sur les arrivées de ces derniers (« *Rome est soumise à une forte poussée migratoire, on ne peut plus continuer ainsi* »), jugeant opportunément qu'après un petit revers électoral, « *il est temps d'écouter les citoyens romains* ». Dans le même registre, hier, le chef d'État italien, Sergio Mattarella, a réitéré l'isolement de sa nation et le peu de participation de l'Union européenne en matière de sauvetages et de prise en charge des clandestins, depuis le Canada où il est en visite officielle. « *Un pays seul n'y arrivera pas. La collaboration internationale est nécessaire, mais certains pays de l'Europe restent insensibles.* »

Propos devancés par ceux du président autrichien, Alexander Van der Bellen, qui avait qualifié d'« *insoutenable* » la situation de l'Italie face au problème, ajoutant qu'« *il faudra trouver des accords avec les États africains pour faire en sorte que ces personnes ne sentent plus la nécessité de risquer leur vie en traversant la mer sur des canots* ». Une lettre officielle du gouvernement a été envoyée au commissaire aux Migrations Dimítris Avramópoulos, pour mettre à l'agenda le thème des débarquements sur les côtes italiennes. Il sera abordé lors de la réunion informelle des ministres de l'Intérieur de l'Union à Tallinn la semaine prochaine. Une avancée, du changement, un progrès ? Il n'en est rien : à aucun moment il ne s'agit d'une réelle dénonciation de la substitution de population en cours en Europe, les actions ci-dessus mentionnées ne visent qu'à une répartition plus « équitable » des demandeurs d'asile dans les différents pays membres de l'Union et à de majeures ressources financières, jamais un quelconque arrêt des flux.

Et pendant ce temps-là, on tape sur les véritables opposants au Grand Remplacement, et on tape fort : ce sont au total 60 ans de condamnation qui ont été requis par le procureur de la République contre neuf militants de CasaPound accusés de résistance aggravée durant les affrontements de Casale San Nicola, où ils avaient tenté de bloquer, aux côtés des habitants, l'arrivée d'un bus de migrants.

Condamnation ahurissante qui survient quelques jours seulement après la manifestation à Rome où ils ont réuni 5.000 participants contre le projet de loi visant à imposer le droit du sol dans la péninsule. Une loi qui aurait un impact irrémédiable si elle venait à être appliquée dans cette partie du monde soumise à une immigration massive incontrôlée.